

Unité départementale de l'Artois  
Centre Jean Monnet  
Avenue de Paris  
62400 Bethune

Béthune, le 18/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **DURAND PRODUCTION**

ZA de la motte du bois  
62440 Harnes

Références : 614-2025  
Code AIOT : 0007001673

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/11/2025 dans l'établissement DURAND PRODUCTION implanté Parc d'Activités de la Motte du Bois 62440 Harnes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection porte sur la thématique de la stratégie de défense incendie des bâtiments de stockage de liquides inflammables ; elle s'inscrit dans le cadre d'une action régionale 2025 dénommée « Entrepôts » (AR2).

Dans le cadre de cette AR (action régionale), la visite de l'Inspection a pour but de vérifier :

- la conformité de l'installation d'extinction automatique présente dans les bâtiments et son adéquation avec les produits stockés ;
- la présence des matériels adéquats en eau et/ou émulseur et, si un émulseur est présent, de sensibiliser sur la problématique PFAS (lien avec l'AN 2025 PFAS) en vertu du règlement «

- POP » (polluants organiques persistants) ;
- certaines échéances du plan d'action national post-accident de Rouen pour les liquides inflammables (H224/ H225).

Glossaire :

AM : Arrêté ministériel

FdS : Fiche de sécurité

GMAO : Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur

IEAMHF : Extinction Automatique à Mousse à Haut Foisonnement

LI : Liquides inflammables

POI : Plan d'Opération Interne

ICPE : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DURAND PRODUCTION
- Parc d'Activités de la Motte du Bois 62440 Harnes
- Code AIOT : 0007001673
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Sur son site de Harnes, la société DURAND PRODUCTION exerce des activités de formulation, mélange et conditionnement des produits suivants :

- lubrifiants automobiles (huiles) pour les véhicules légers et les poids-lourds ;

- lave-glaces ;

- liquides de refroidissement et antigels en moindre quantité.

Aucune réaction chimique n'est réalisée sur le site.

Les produits finis sont principalement destinés au secteur automobile, aux Grandes et Moyennes Surfaces et à l'export pour les lubrifiants (Maghreb, Afrique, Europe Orientale).

L'établissement est classé à autorisation par l'arrêté préfectoral du 27/04/2010 pour du stockage de liquides inflammables en réservoirs manufacturés, du chargement de véhicules citernes et remplissage de récipients mobiles au titre des rubriques 1434, 1510 et 4331.

**Thèmes de l'inspection :**

- AR - 2
- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire                                      | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-------------------|--|--|-----------------------|
| 1  | Etat des stocks   | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 Point 1-4 | Demande d'action corrective  | 1 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire                                    | Autre information |
|----|--|--|-------------------|
| 2  | Situation administrative liquide inflammable                           | Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.1              | Sans objet        |
| 3  | Conditions de stockage   | Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.7 III        | Sans objet        |
| 4  | Interdiction de stocker des produits de mentions de danger H224 / H225 | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 Point 9 | Sans objet        |
| 5  | Extinction Automatique Incendie (1/2)                                  | Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.5 II          | Sans objet        |
| 6  | Extinction Automatique Incendie (2/2)                                  | Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.5 II          | Sans objet        |
| 7  | Stratégie de défense contre l'incendie                                 | Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.1.II          | Sans objet        |
| 8  | Propagation  | Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.2.III         | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection n'a pas relevé de non-conformités à l'exception de la fréquence de l'état des stocks qui doit être quotidienne pour les matières dangereuses, conformément à l'arrêté ministériel du 11/04/2017 (prescriptions générales relatives aux entrepôts couverts). L'exploitant procédera à une action corrective sous 1 mois sur ce point.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Etat des stocks**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 Point 1-4  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Cellules LI   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des |

matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état, qui est accessible dans les mêmes conditions.

**Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.** Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

**Constats :**

Par courriel du 10 octobre 2024, en réponse aux demandes formulées dans le rapport relatif à la visite d'Inspection du 02/07/2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection des ICPE, la situation administrative du site et le classement des rubriques ICPE mis à jour.

Le site est soumis à autorisation pour la rubrique 4331 : Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330 :

| Produit | Rubrique | Lieu | Capacité max<br>(tonnes) |
|---------|----------|------|--------------------------|
|         |          |      |                          |

|                                      |      |                   |      |
|--------------------------------------|------|-------------------|------|
| L i q u i d e s<br>inflammables (LI) | 4331 | Cellules et cuves | 1864 |
|--------------------------------------|------|-------------------|------|

Depuis 2011, tous les réservoirs de liquides inflammables sont enterrés. De ce fait :

- il n'y a plus de réservoirs aériens de stockage de LI ;
- l'arrêté du 03/10/2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation n'est pas applicable au site.

L'exploitant a présenté l'inventaire du 03/11/2025 des LI présents dans les cellules et les cuves, ainsi que le tonnage total, très inférieur à la capacité maximale autorisée.

La mise à jour de l'état des stocks est hebdomadaire :

- une copie en format papier est mise à disposition dans le local POI ;
- permet de vérifier le détail du calcul SEVESO.

L'état des stocks des matières dangereuses doit être mis à jour quotidiennement.

Le site n'est classé ni seuil bas, ni seuil haut, ni par la règle de dépassement direct, ni par la règle de cumul.

La cellule 7 est dédiée au stockage des LI.

Un dossier a été porté à la connaissance de l'Inspection des ICPE, le 22/12/2023, relatif à l'installation d'un système de sprinklage à haut foisonnement de mousse dans cette cellule.

**Cette modification est considérée comme non-substantielle par l'Inspection des ICPE et ne nécessite pas la prise d'un arrêté préfectoral complémentaire, l'installation devant être conforme à l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.**

Les FdS sont disponibles sur le réseau informatique et consultables à distance au poste de commandement, situé **en dehors des flux thermiques**. Les serveurs de sauvegarde sont redondants, situés à 2 emplacements différents, protégés des flux thermiques.

En cas de perte d'électricité :

- les serveurs informatiques sont alimentés par des batteries et onduleurs. La durée de vie des batteries est suivie, liée à une alarme d'avertissement et affichée en permanence. La surveillance des onduleurs est assurée par le service informatique situé à Amiens et par un responsable technique sur site ;
- les besoins pour le système IEAMH sont assurés par le fonctionnement simultané de 2 groupes motopompes diesel normal + secours.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

***Demande n°1 : L'état des stocks des matières dangereuses devant être mis à jour quotidiennement, l'exploitant procèdera à la modification de sa fréquence de mise à jour sous 1 mois pour se mettre en conformité avec la réglementation.***

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

## N° 2 : Situation administrative liquide inflammable

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Champ d'application   |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>I. - Relèvent du présent arrêté les stockages en récipients mobiles de liquides inflammables exploités :</p> <p>1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites « rubriques liquides inflammables » ;</p> <p>2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites « liquides inflammables », dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles.</p> <p>II. - Pour les installations relevant du I, relèvent également du présent arrêté les stockages de liquides et solides liquéfiables combustibles en récipients mobiles situés à proximité de liquides inflammables, quand ils répondent aux conditions de proximité définies dans l'article I-3.</p> <p>III. - Pour les installations relevant du I, les dispositions du présent arrêté sont applicables à l'ensemble des stockages de liquides de mention de danger H224, H225 et H226, liquides de points éclair compris entre 60 et 93 °C et déchets liquides inflammables catégorisés HP3. Pour les liquides et solides liquéfiables combustibles relevant du II du présent article, les dispositions du présent arrêté sont applicables selon les modalités précisées dans les articles concernés.</p> <p>IV. - Pour l'application du présent arrêté, une installation nouvelle est une installation dont le dépôt du dossier complet d'autorisation est réalisé après le 1er janvier 2021. Les autres installations sont considérées comme existantes. Les extensions ou modifications d'installations existantes définies ci-dessus régulièrement mises en services sont considérées comme installations nouvelles lorsqu'elles nécessitent le dépôt d'une nouvelle autorisation en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement au-delà du 1er janvier 2021. L'ensemble des articles I-2 à VII-1 sont applicables aux installations nouvelles. Pour les installations existantes, les annexes I, II ou III ainsi que les IV et V définissent les prescriptions applicables en lieu et place des dispositions correspondantes des articles I-2 à VII-1.</p> <p>V. - Pour les installations existantes relevant du point I.2 du présent article, l'exploitant se fait connaître du préfet et de l'Inspection des installations classées au plus tard le 1er janvier 2022. A cet effet, il fournit une description des quantités de liquides inflammables susceptibles d'être présentes, des caractéristiques des installations ainsi qu'un bilan de conformité aux prescriptions du présent arrêté qui leur sont applicables.</p> |
| <b>Constats :</b> <p>Conformément à la demande de l'Inspection des ICPE, exprimée dans son rapport du 12 juillet 2024, l'exploitant a établi un plan d'actions suite à l'analyse de conformité aux arrêtés ministériels des 04/10/2010 (prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation), 11/04/2017 (prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510) et 24/09/2020 (stockage en</p>   |

réipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation) qui lui étaient applicables.  
Sur le plan présenté en séance, les différentes actions apparaissent avec les délais et l'état d'avancement. Il s'agit pour la plupart d'actions d'amélioration.

L'action en cours est la vérification des capacités des rétentions listées. Ce point n'a pas été examiné en détail lors de l'inspection, l'attention étant portée sur la cellule 7.

D'après les FdS, il n'y a pas de stockages de liquides inflammables comportant les mentions de danger H224 (liquides et vapeurs extrêmement inflammables, liquides inflammables de catégorie 1) et H225 (liquides et vapeurs très inflammables, liquides inflammables de catégorie 2).  
Le contrôle a été réalisé :

- par échantillonnage sur les FdS des 3 familles représentatives des produits finis. Les points d'éclair constatés sont soit de 20°C, soit de 30°C ;
- par « mots-clés » dans la base de données des FdS. La seule mention qui y figure est la **H226 : liquides et vapeurs inflammables** de catégorie 3 selon la réglementation CLP.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Conditions de stockage

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.7 III

**Thème(s) :** Risques accidentels, Conditions de stockage des LI

#### **Prescription contrôlée :**

##### Conditions de stockage

I. - Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des stockages et la base de la toiture ou le plafond, ou de tout système de chauffage et d'éclairage. Cette distance est augmentée lorsque cela est nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie.

II. - Les produits stockés en masse (notamment en sac, récipient ou palette) forment des îlots limités selon les dimensions suivantes :

- la surface au sol des îlots est au maximum égale à 500 mètres carrés ;
- la hauteur de stockage est au maximum égale à 5 mètres ;
- la distance entre deux îlots est au minimum égale à 2 mètres.

Ces îlots sont associés aux zones de collecte telles que définies au I de l'article III-13 du présent arrêté.

III. - La hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables en réipients mobiles est compatible avec le dimensionnement du système d'extinction automatique d'incendie prévu à l'article VI-5 du présent arrêté et :

- limitée à 7,60 mètres pour les réipients mobiles de volume strictement supérieur à 30L et inférieur à 230 L ;
- limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les réipients mobiles de volume strictement



|   |
|---|
| supérieur à 230 L.  |
| <p>IV. - La hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides non inflammables et autres produits, substances ou mélanges, est compatible avec le dimensionnement du système d'extinction automatique d'incendie prévu à l'article VI-5 du présent arrêté.</p> <p>V. - Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois de la cellule. Cette distance est portée à 0,3 mètre pour les stockages en palettiers.</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les caractéristiques de la cellule 7 sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dimensions en m (L x l x H) : 79,31 x 31,88 x 11 ;</li> <li>• 3 portes coupes-feu coulissantes asservies à l'extinction ;</li> <li>• 5 rideaux de quai, asservis à l'extinction.</li> </ul> <p>La cellule dispose d'une installation de protection contre l'incendie composée de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un système d'extinction automatique par mousse haut foisonnement selon le référentiel APSAD R12, assurant un temps de noyage de la cellule en 3 minutes ;</li> <li>• une ressource d'eau (pompes + réserve d'eau) d'une capacité de 932 m<sup>3</sup> et d'une autonomie de 90 minutes, dimensionnée pour : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ le système mousse haut foisonnement de la cellule 7 ;</li> <li>◦ la protection future (mise en fonctionnement en décembre 2025) par sprinkler des cellules 3 et 4, suivant la demande de l'assureur. D'après le manuel d'utilisation du local source et des postes de contrôle du système IEAMHF, la réserve d'eau réelle est de 1083 m<sup>3</sup> ;</li> </ul> </li> <li>• un système de détection incendie (double boucle de détection en confirmation), de signalétique d'évacuation et de pilotage du système d'extinction.</li> </ul> <p>Dans la cellule 7 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le stockage est en racks. La hauteur des stockages est inférieure ou égale à 7,60 m et est prise en compte dans le dimensionnement du système IEAMHF ;</li> <li>• une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des stockages et la base de la toiture. La hauteur sous toiture est de 9,50 m ;</li> <li>• le stockage est en rayonnages et est limité : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ au troisième niveau, soit à 4 m 32 pour les IBC LI (1000 l),</li> <li>◦ au quatrième niveau, soit à 6 m 48 pour les récipients mobiles de 0,075 l au 210 l,</li> <li>◦ par rapport aux parois de la cellule les distances sont de : 0,5 m côté Ouest, 3 m côté Est, 20 m des quais, 1m 10 côté produits non-inflammables.</li> </ul> </li> </ul> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 4 :** Interdiction de stocker des produits de mentions de danger H224 / H225

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 Point 9 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Récipients mobiles H224/H225                         |
| <b>Prescription contrôlée :</b>   |
| [...]   |

|   |
|---|
| <p>Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023. Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L en stockage couvert.</p> <p>Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230 L en stockage couvert. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2026.</p> <p>Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées. Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m3 dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les mentions de danger H224 et H225 ne figurent pas sur les FdS des produits finis et des matières premières.</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

#### N° 5 : Extinction Automatique Incendie (1/2)

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.5 II</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Système d'extinction automatique (conception)</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>II. - Un système d'extinction automatique d'incendie adapté aux produits stockés est mis en place dans chaque cellule de liquides inflammables.</p> <p>Le choix du système d'extinction automatique d'incendie à implanter est explicité dans la stratégie incendie. Le système répond aux exigences fixées par les normes en vigueur. La stratégie incendie précise le référentiel professionnel retenu pour le choix et le dimensionnement du système d'extinction mis en place.</p> <p>Avant la mise en service de l'installation, une attestation de conformité du système d'extinction mis en place aux exigences du référentiel professionnel retenu est établie. Cette attestation est accompagnée d'une description du système et des principaux éléments techniques concernant la surface de dimensionnement des zones de collecte, les réserves en eau, le cas échéant les réserves en émulseur, l'alimentation des pompes et l'estimation des débits d'alimentation en eau et, le cas échéant, en émulseur. Ce document est tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.</p> |

[...]

**Constats :**

La cellule 7 dispose d'un système de détection flammes et fumées dédié.

Une temporisation, et un signal sonore et lumineux ordonnent l'évacuation du personnel de la cellule éventuellement présent.

L'actionnement du système est automatique et concerne toute la cellule. Le remplissage en mousse de la cellule se fait en 3 minutes.

L'émulseur utilisé ne présente aucune atteinte à l'environnement dans des conditions normales d'utilisation selon le certificat technique : « les émulseurs de la gamme ECOPOL, fabriqués par BIO-EX, sont exempts de composés fluorés et ne contiennent pas de PFAS intentionnellement ajoutés dans la formulation ».

L'exploitant a présenté :

- l'attestation de conformité aux référentiels APSAD R1 (Extinction automatique à eau, type sprinkleur) et R12 (Extinction automatique à mousse à haut foisonnement) ;
- les spécifications techniques et matérielles contenant, entre autres :
  - les notes de calcul des besoins hydrauliques : le débit des pompes IEAMH, le volume de la réserve d'eau... ;
  - le descriptif de la détection, du report d'alarmes et de la signalétique ;
  - les asservissements des portes coupe-feu et des rideaux de quai...;
- le manuel d'utilisation du local sources d'eau et les postes de contrôle.

Des éléments présentés et contrôlés, l'Inspection de l'environnement n'est pas fondée à remettre en question l'adéquation entre les équipements en place et la nature des produits stockés dans la cellule 7.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Extinction Automatique Incendie (2/2)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.5 II

**Thème(s) :** Risques accidentels, Système d'extinction automatique (Moyens associés et maintenance)

**Prescription contrôlée :**

[...]

II. - Un système d'extinction automatique d'incendie adapté aux produits stockés est mis en place dans chaque cellule de liquides inflammables.

Le choix du système d'extinction automatique d'incendie à implanter est explicité dans la stratégie incendie. Le système répond aux exigences fixées par les normes en vigueur. La stratégie incendie précise le référentiel professionnel retenu pour le choix et le dimensionnement du système d'extinction mis en place.

Avant la mise en service de l'installation, une attestation de conformité du système d'extinction mis en place aux exigences du référentiel professionnel retenu est établie. Cette attestation est accompagnée d'une description du système et des principaux éléments techniques concernant la surface de dimensionnement des zones de collecte, les réserves en eau, le cas échéant les réserves en émulseur, l'alimentation des pompes et l'estimation des débits d'alimentation en eau et, le cas échéant, en émulseur. Ce document est tenu à la disposition de l'Inspection des

|   |
|---|
| installations classées.   |
| [...]   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>En termes de maintenance de l'installation de l'installation, des contrôles périodiques sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• prévus pour maintenir l'installation opérationnelle, suivant les consignes du fabricant Uxello (planning des visites et des vérifications, essais hebdomadaires...) ;</li> <li>• intégrés dans le logiciel GMAO.</li> </ul> <p>L'ensemble de l'équipe maintenance est formée par la société Uxello en septembre 2023.</p> <p>Un contrat de vérification est conclu avec Uxello, à raison de 2 fois par an. L'exploitant est en mesure de présenter les comptes-rendus des contrôles réalisés. Les visites d'Uxello de cette année se sont déroulées : le 11/02/2025 et le 12/06/2025.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

#### N° 7 : Stratégie de défense contre l'incendie

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.1.II  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SDI  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios définis au point III ci-dessous, pris individuellement, et nécessitant les moyens les plus importants, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre, de par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la nature et la quantité des liquides inflammables, liquides et solides liquéfiables combustibles stockés ;</li> <li>- la configuration des stockages (stockage en masse, en rack, etc.) ainsi que la surface associée susceptible d'être en feu (feu de nappe) ;</li> <li>- la surface, l'emplacement et l'encombrement en équipements de l'installation.</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le POI (Plan d'Opération Interne) a été mis à jour et transmis en format papier à l'inspection, le 05/09/2024.</p> <p>Il sera prochainement modifié avec la généralisation du sprinklage aux cellules 3 et 4 en décembre 2025.</p> <p>Sa partie 7, consacrée au recensement des moyens prend en compte le système IEAMHF. Il est noté que des tests ont été faits, établissant qu'une fois la mousse retombée (24h max), les palettes de produits finis dans la cellule ne présentent pas de risque d'effondrement.</p>   |

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

***Demande n°2 : Il est demandé à l'exploitant de prendre en compte, lors de son prochain envoi, la transmission d'une version électronique du POI, en sus de la version papier, à l'adresse générique de l'UD de l'Artois : [ud-artois.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud-artois.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr).***

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 8 : Propagation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.2.III

**Thème(s) :** Risques accidentels, Propagation d'incendie

##### **Prescription contrôlée :**

III. - Sans préjudice des dispositions prévues à l'article IV-5 du présent arrêté, l'exploitant s'assure qu'en cas d'incendie :

- en cas d'usage de moyens fixes d'extinction pouvant être endommagés par l'incendie (y compris leurs supportages), leur mise en œuvre intervient dans un délai maximum de quinze minutes ;
- une personne apte, formée et autorisée à la mise en œuvre des premiers moyens d'extinction est sur place dans un délai maximum de trente minutes. Le préfet peut porter, par arrêté préfectoral, ce délai à soixante minutes pour les stockages d'une capacité réelle inférieure à 1 500 mètres cubes, au regard de la sensibilité des enjeux potentiellement impactés autour du site tels que décrits dans l'étude de dangers et sous réserve :
- que des moyens fixes assurent une protection efficace des structures et des murs séparatifs ou autres équipements en vue d'éviter la ruine du stockage couvert ou la propagation du sinistre ;
- que la durée de l'incendie soit inférieure à la durée de tenue au feu des murs séparatifs ;
- dans le cas d'une présence permanente sur site, telle que prévue à l'article IV-5 du présent arrêté, le délai mentionné dans l'alinéa précédent est réduit à quinze minutes. Le préfet peut porter, par arrêté préfectoral, ce délai à soixante minutes pour les stockages d'une capacité réelle inférieure à 1 500 mètres cubes, sous réserve :
- que des moyens fixes assurent une protection efficace des structures et des murs séparatifs ou autres équipements en vue d'éviter la ruine du stockage couvert ou la propagation du sinistre ;
- que la durée de l'incendie soit inférieure à la durée de tenue au feu des murs séparatifs ;
- en l'absence de moyens fixes, le délai de mise en œuvre des moyens mobiles d'extinction est défini dans la stratégie de lutte contre l'incendie et la mise en œuvre des premiers moyens mobiles est effectuée dans un délai maximum de soixante minutes.

##### **Constats :**

Le schéma d'alerte incendie dans le POI pendant les nuits, les week-ends et les jours fériés prend en compte la présence d'un gardien.

L'activation du système IEAMHF est automatique. Son activation peut être interrompue manuellement au début de l'alarme, sous certaines conditions, en respectant des consignes strictes.

Les moyens habituels d'extinction peuvent alors être utilisés.

Le POI de 2024 :

- liste les moyens d'extinction et leur emplacement ;
- contient les rapports de vérifications APSAD des extincteurs et des RIA de 2023.

